—
**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 27 avril 2009

CP 09/04-25

**SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES
EAUX (SDAGE) ET PROGRAMME DE MESURES (PDM)
2010-2015**

—
Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document d'orientation stratégique pour la gestion des eaux entre **2010 et 2015**. Il prend en compte l'ensemble des milieux aquatiques superficiels (cours d'eau, canaux, plans d'eau, eaux côtières et saumâtres) et souterrains. Ces derniers ont été découpés par secteurs homogènes et dénommés « masses d'eau ». Le SDAGE se traduit par un Programme De Mesures (PDM) prises sous forme de dispositions réglementaires, d'incitations financières, ou d'accords négociés

Par courrier du 12 décembre 2008 le comité de bassin Adour-Garonne a soumis, pour avis, aux collectivités un projet de SDAGE et de PDM.

Je vous propose de prendre acte de la synthèse des documents, dont l'intégralité vous a été transmise par CD-ROM, ainsi que de l'avis proposé par les services.

I - Synthèse du SDAGE et du PDM

1 - La portée du SDAGE :

Dans le domaine de l'eau, le SDAGE :

- **s'impose aux décisions administratives**, qui doivent lui être compatibles (et non conforme, ce qui serait plus contraignant), de même que les décisions de l'ensemble des acteurs publics,
- **oriente les programmes publics**,
- **définit les règles de cohérence** devant encadrer la gestion des ressources à une échelle locale.

Il fera suite au SDAGE mis en oeuvre depuis 1996.

2 - Le contexte réglementaire :

Avec, la mise en oeuvre de la directive cadre européenne de 2000, la loi sur l'eau de 2006, les conclusions du Grenelle, le SDAGE prend en compte de nouveaux enjeux :

- il fixe des **objectifs pour chaque masse d'eau** (plans d'eau, cours d'eau, estuaires etc). la non dégradation de l'état actuel des eaux, l'atteinte du « bon état » en 2015 pour 60 % des masses d'eau, 88 % en 2021, et quasiment la totalité en 2027,
- l'atteinte des **objectifs fixés par les directives européennes** sectorielles (eaux résiduaires urbaines, nitrates, alimentation en eau potable, baignade, Natura 2000, ...),
- la réduction des substances dangereuses,
- la recherche d'une **plus grande transparence** dans la récupération des coûts par usager et le recours **aux analyses économiques**.

3 - Les trois priorités dégagées :

- **réduction des pollutions diffuses de toutes origines** (nitrates, pesticides, produits dangereux, ...), notamment sur les secteurs considérés comme prioritaires pour l'eau potable,
- **préservation et restauration du fonctionnement naturel des milieux aquatiques** en restaurant la continuité écologique et en prenant en compte la morphologie naturelle des milieux,
- **maintien d'une quantité suffisante d'eau dans les rivières et les nappes**.

4 - Le financement du Programme de Mesures

Le montant du programme de mesures sur 6 ans (2010-2015) est estimé (fonctionnement et investissement) à **4,35 milliards d'euros** et a déjà fait l'objet d'une répartition par thèmes :

- . 30 % réduction de la pollution des villes et entreprises,
- . 23 % restauration des milieux aquatiques,
- . 22 % réduction des pollutions diffuses,
- . 10 % gestion des eaux en période d'étiage,
- . 7 % sécurisation de l'alimentation en eau potable,
- . 8 % gestion des eaux souterraines et autres enjeux.

5 - Les étapes de l'élaboration du SDAGE :

- 2004 à 2009 : préparation (diagnostic, identification des questions importantes),
- décembre 2007 : approbation du projet par le comité de bassin,
- 15 avril au 15 octobre 2008 : consultation du public,

- **du 9 janvier au 11 mai 2009 : consultation des institutionnels,**
- approbation prévue fin 2009 par le comité de bassin et le Préfet coordonnateur de bassin, puis transmission à la commission européenne,
- **mise en oeuvre 2010.**

II - Proposition d'avis

1 - Sur la forme du document

La forme et la densité des documents présentés reflètent la **complexité** à laquelle répondent les projets de SDAGE et de Programme De Mesures puisqu'ils doivent notamment être cohérents avec les différentes législations européennes et nationales, correspondre aux objectifs spécifiques du bassin Adour-Garonne et répondre aux attentes des usagers.

Il est important de noter que les **conséquences du Grenelle** de l'environnement ne sont pas neutres puisque les objectifs en terme de reconquête de la qualité des milieux ont été nettement réévalués.

L'élaboration du SDAGE et la préparation du programme de mesures auront demandé 5 ans environ. On peut s'étonner, connaissant les délais bien souvent incompressibles et relativement longs de mise en oeuvre des mesures, que la **validité** de ces deux documents ne soit prévue **que sur la période 2010-2015**. Rien n'indique comment évolueront le SDAGE et le Programme De Mesures au delà, ni même si la continuité sera garantie pour les opérations engagées.

Concernant plus précisément le Programme De Mesures, qui pourtant devrait être engagé dans quelques mois, la **définition des actions** ainsi que de **leur plan de financement** n'apparaît **pas clairement**.

Plus précisément concernant le budget annoncé, la mise en oeuvre du PDM conduirait à des dépenses de **près de 42 % supérieures** à celles consenties jusqu'à aujourd'hui par l'ensemble des acteurs publics dans le domaine de l'eau, en rythme annuel.

De plus, ce PDM (2010-2015) va se superposer au programme d'intervention en cours (2007-2012) de l'agence de l'eau; l'articulation de ces deux programmes n'est pas définie.

Le Conseil Général, partenaire financier traditionnel sur un certain nombre d'opérations liées à l'eau n'a pas été interrogé sur ses orientations politiques en la matière, sur les prochaines années. Or, **d'autres domaines d'intervention**, liés notamment au climat, aux énergies renouvelables, semblent devoir s'imposer comme des dépenses **prioritaires**.

Enfin, l'atteinte du bon état des masses d'eau est le déterminant essentiel qui conditionne le contenu du SDAGE et sa déclinaison dans le PDM.

Aujourd'hui il ne semble pas qu'il y ait, dans le dossier présenté, une **définition** de ce que peut être considéré comme étant « **le bon état** » pour une masse d'eau. Or les caractéristiques de ces dernières sont très différentes selon leur nature : eau souterraine, superficielle, zones impactées par l'activité humaine ou non etc. Dans ce contexte, il paraît difficile d'afficher des objectifs et des moyens de reconquête de la qualité de l'eau, lisibles et adaptés par secteur hydrographique.

2- Sur les axes d'intervention

2.1 - La ressource en eau

Le nombre de points nodaux pour lesquels un Débit Objectif d'Étiage a été défini, a augmenté sur la plupart des bassins. Ces DOE, qui doivent être respectés à l'étiage, se traduisent par un dispositif réglementaire contraignant (notamment en terme de restrictions de prélèvements), or différents points ont été déterminés sur le bassin de l'Aveyron et de la Séoune, alors même que les Plan de Gestion des Étiages (PGE) correspondants n'ont pas été approuvés. Pour l'axe Tarn, la rédaction proposée est plus prudente. Aussi, nous demandons à ce que les **DOE** supplémentaires affichés sur les bassins de l'Aveyron et de la Séoune, ne soient **qu'indicatifs**, dans **l'attente de l'approbation des PGE**, qui valideront ou non leur pertinence.

Une liste de projets de **barrages d'intérêt général** a été identifiée (SDAGE et Additif Grenelle). Concernant les ressources intéressant le Tarn-et-Garonne, Vimenet (axe Aveyron) est considéré comme « éligible », Sivens (Tescou) et Charlas (Garonne) : « à trancher », Mirounac, Lavayssière et Sainte-Croix (Lemboulas) comme « non éligibles », Bordemoulis ou Ratelle (bassin de la Séoune) n'apparaissent pas.

On peut s'étonner d'un tel classement puisque c'est l'objet même d'un Plan de Gestion des Étiages que de démontrer l'intérêt général d'un ouvrage (alors même que l'on sait que sa construction impacte forcément sur le milieu naturel), et ainsi se demander qu'elle est l'utilité des démarches de concertation, dans lesquelles nous sommes engagés depuis de nombreuses années par le biais des PGE. Ces réflexions ont d'ailleurs abouti à la nécessité de créer les nouvelles ressources citées ci-dessus.

Ainsi, alors même que le SDAGE préconise de prendre en compte les conséquences du changement climatique, il semble que les **contraintes** pour la **construction d'ouvrage, déjà très élevées** dans le cadre des procédures PGE, aient encore **été relevées**.

2.2 - L'assainissement

Il semblerait que les aides soient réservées à certains types de dossiers, en particulier les opérations de mises aux normes par rapport à la Directive Eaux Résiduaires Urbaines. Si l'intérêt de financer ce type d'opérations n'est pas remis en cause nous souhaitons que **l'équipement des petites communes rurales en assainissement collectif continue à être pris en compte.**

En effet, l'assainissement des bourgs contribue à favoriser l'attractivité des territoires ruraux, le critère aménagement devant alors prévaloir sur le critère purement environnemental généralement retenu.

Par ailleurs nous souhaitons que soit pris en compte de façon prioritaire le traitement les sous-produits de l'épuration des eaux : **boues, matières de vidanges**, qui constitue un maillon indispensable de l'assainissement des eaux usées et dont on connaît par ailleurs la difficulté de mise en oeuvre des filières (difficulté technique, opposition locale etc).

Enfin il semblerait que les **normes** relatives au rejets admissibles de **phosphore** puissent être relevées. Si tel devait être le cas, des financements conséquents et adaptés devront être prévus.

2.3 - La pollution diffuse

Le principe de traiter la pollution diffuse pour améliorer la qualité des milieux nous paraît tout à fait pertinente et justifiée. La généralisation de la production raisonnée devrait être un bon support pour aller dans le sens de la diminution des produits phytosanitaires et autres intrants.

Nous avons noté **le budget particulièrement élevé**, dédié à ces mesures (22 % du budget total, soit 960 millions d'euros sur 6 années, auxquels doivent être rajoutés 370 millions d'euros pour la mise en oeuvre du 4^{ème} programme d'actions nitrates en zones vulnérables).

Par expérience, on sait que pour lutter contre ce type de pollution de caractère diffus, les actions à mettre en place doivent être incitatives, rationnelles, faciles à mettre en oeuvre. Nous regrettons qu'elles ne soient pas plus détaillées et connues des professionnels, sachant que théoriquement, 160 millions d'euros devraient être engagés en Adour-Garonne dès 2010.

Concernant plus particulièrement le développement des cultures intermédiaires pièges à Nitrates (CIPAN), nous souhaitons attirer l'attention sur le fait que les terres argilo-calcaires (terres de coteaux) nécessitent des labours d'automne pour que l'hiver, et notamment le gel, travaille ces terres compactes. Les cultures pièges à nitrates, en période hivernale, sont donc difficilement compatibles avec ces types de sols.

2.4 - L'eau potable

La mise en place des **périmètres de protection** génère des procédures complexes, parfois coûteuses, à tel point qu'à ce jour, au niveau national, seulement la moitié des captages bénéficieraient d'une procédure achevée. Le PDM ne précise pas si les financements seront reconduits sur ces dossiers, sachant que l'Agence de l'Eau avait annoncé une diminution des aides fin 2010.

Nous demandons expressément à ce que les **taux bonifiés soient maintenus** pour la réalisation de la procédure administrative ainsi que pour les travaux de mise aux normes jusqu'en 2015.

Dans l'additif est proposé, en annexe 8, une liste de 82 **captages stratégiques** (incluant les captages prioritaires) pour le bassin Adour-Garonne (22 départements). Le Tarn-et-Garonne en compte 3 : le Tordre (SE Monclar/Saint-Nauphary), la source du Couron (SE Parisot), la Gimone (SE Beaumont). On ne connaît pas à ce jour les conséquences de ce classement pour les captages concernés : quelles mesures, quels objectifs ? A l'inverse, qu'en sera t-il pour les captages non identifiés comme stratégiques ?

2.5 - La restauration des milieux aquatiques

Tout comme pour les pollutions diffuses nous prenons acte de **l'importance des crédits consentis** (23 % du budget du programme de mesures) pour des actions dont la mise en oeuvre ne semble pas évidente et rapide.

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 20 mars 2008 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Prend acte de la synthèse des documents relative au schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et programme de mesures (PDM) 2010-2015 ;
- Valide les propositions concernant la forme du document ainsi que les axes d'intervention telles que présentées.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,